



NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2023

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

Annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2023. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2023 a été voté le 04/04/2023 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine,...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2023 représentent 853 445 euros.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les salaires représentent 38.58 % des dépenses réelles de fonctionnement de la commune.

Les dépenses de fonctionnement 2023 représentent 577 970 euros

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Il existe trois principaux types de recettes pour une commune :

Les impôts locaux

Les dotations versées par l'Etat

Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Dépenses courantes	207 349 €	Recettes des services	53 071 €
Dépenses de personnel	220 500 €	Impôts et taxes	553 451 €
Autres dépenses de gestion courante	140 829 €	Dotations et participations	154 250 €

Dépenses financières	2 800 €	Autres recettes de gestion courante	44 673 €
Atténuations de produits	110 €		
Total dépenses réelles	571 588 €	Total recettes réelles	805 445 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	6 382 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	5 000 €
Virement à la section d'investissement	275 475 €	Excédent brut reporté	43 000 €
Total général	853 445 €	Total général	853 445 €

Commentaires concernant les données de ce tableau.

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2023 :

- . Taxe foncière sur le bâti 34.69 %
- . Taxe foncière sur le non bâti 50.37 %
- . Taxe d'habitation 26.05 %

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 258 141 €

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat s'élèveront à 142 250 €.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouveau centre de loisirs, à la réfection du réseau d'éclairage public...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	24 349.45 €	Virement de la section de fonctionnement	275 475 €
Remboursement d'emprunts	35 280 €	FCTVA	60 000 €
Travaux de bâtiments	15 000 €	Mise en réserves (Excédent de fonctionnement 2022)	244 214.73 €
Travaux de voirie	51 500 €	Ecritures d'ordre entre sections	6 382 €
Rénovation toilettes publiques et préau kermesse	42 000 €	Subventions	62 999.38 €
Salle de sports	30 000 €		
Aménagement sécurité voirie	45 000 €		
Matériel et mobilier	10 000 €		
Eclairage public	3 600 €		
Magasin	30 000 €		
Cimetière	10 000 €		
Columbarium	6 000 €		
Mairie	37 500 €		
Salle du Petit Gué	20 000 €		
Salle de théâtre	15 000 €		
Effacement réseau électrique rue Anne Chenuveau	66 000 €		

Petit Patrimoine	10 000 €		
Maison des Associations	5 000 €		
Achat de terrains	166 817.17 €		
Terrain de football	10 000 €		
Charges (écritures d'ordre entre sections)	5 000 €		
Reste à réaliser 2022	169 076.38 €	Reste à réaliser 2022	158 051.89 €
Total général	807 123 €	Total général	807 123 €

c) Les principaux projets de l'année 2023 sont les suivants :

- voirie
- bâtiments
- acquisitions de matériel
- éclairage public
- Rénovation des toilettes publiques et du préau kermesse
- Acquisition de modules au Columbarium
- Effacement du réseau électrique rue Anne Chenueau

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

a) Recettes et dépenses de fonctionnement : **853 445 €**

b) Recettes et dépenses d'investissement : **807 123 €**

Réparties comme suit :

- dépenses : Restes à réaliser 2022 : 169 076.38 €
Nouveaux crédits : 613 697.17 €
Solde d'exécution de 2022 : 24 349.45 €
TOTAL : 807 123.00 €

- Recettes : Restes à réaliser 2022 : 158 051.89 €
Nouveaux crédits : 649 071.11 €
TOTAL : 807 123.00 €

c) Etat de la dette

Capital restant dû au 01/01/2023 : 169 047.23 €

Annuités de l'exercice 2023 : 32 496.73 €

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à SAINT MARS LA REORTHE, le 04/04/2023

Le Maire,

Patrice BERTRAND



ANNEXE

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – EXTRAIT DE L'ARTICLE L2313-1

LES BUDGETS DE LA COMMUNE RESTENT DEPOSES A LA MAIRIE ET, LE CAS ECHEANT, A LA MAIRIE ANNEXE OU ILS SONT MIS SUR PLACE A LA DISPOSITION DU PUBLIC DANS LES QUINZE JOURS QUI SUIVENT LEUR ADOPTION OU EVENTUELLEMENT LEUR NOTIFICATION APRES REGLEMENT PAR LE REPRESENTANT DE L'ETAT DANS LE DEPARTEMENT.

LE PUBLIC EST AVISE DE LA MISE A DISPOSITION DE CES DOCUMENTS PAR TOUT MOYEN DE PUBLICITE AU CHOIX DU MAIRE.

DANS LES COMMUNES DE 3 500 HABITANTS ET PLUS, LES DOCUMENTS BUDGETAIRES, SANS PREJUDICE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L2343-2, SONT ASSORTIS EN ANNEXE :

1° DE DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE ;

2° DE LA LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES PAR LA COMMUNE SOUS FORME DE PRESTATIONS EN NATURE OU DE SUBVENTIONS. CE DOCUMENT EST JOINT AU SEUL COMPTE ADMINISTRATIF ;

3° DE LA PRESENTATION AGREGEE DES RESULTATS AFFERENTS AU DERNIER EXERCICE CONNU DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES DE LA COMMUNE. CE DOCUMENT EST JOINT AU SEUL COMPTE ADMINISTRATIF ;

4° DE LA LISTE DES ORGANISMES POUR LESQUELS LA COMMUNE :

A) DETIENT UNE PART DU CAPITAL ;

B) A GARANTI UN EMPRUNT ;

C) A VERSE UNE SUBVENTION SUPERIEURE A 75 000 EUROS OU REPRESENTANT PLUS DE 50 % DU PRODUIT FIGURANT AU COMPTE DE RESULTAT DE L'ORGANISME.

LA LISTE INDIQUE LE NOM, LA RAISON SOCIALE ET LA NATURE JURIDIQUE DE L'ORGANISME AINSI QUE LA NATURE ET LE MONTANT DE L'ENGAGEMENT FINANCIER DE LA COMMUNE ;

5° SUPPRIME ;

6° D'UN TABLEAU RETRAÇANT L'ENCOURS DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE AINSI QUE L'ECHEANCIER DE LEUR AMORTISSEMENT ;

7° DE LA LISTE DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC ;

8° DU TABLEAU DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIERES MENTIONNE AU C DE L'ARTICLE L 300-5 DU CODE DE L'URBANISME ;

9° D'UNE ANNEXE RETRAÇANT L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE OU DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC RESULTANT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PREVUS A L'ARTICLE L1414-1;

10° D'UNE ANNEXE RETRAÇANT LA DETTE LIEE A LA PART INVESTISSEMENTS DES CONTRATS DE PARTENARIAT.

LORSQU'UNE DECISION MODIFICATIVE OU LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE A POUR EFFET DE MODIFIER LE CONTENU DE L'UNE DES ANNEXES, CELLE-CI DOIT ETRE A NOUVEAU PRODUITE POUR LE VOTE DE LA DECISION MODIFICATIVE OU DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

DANS CES MEMES COMMUNES DE 3 500 HABITANTS ET PLUS, LES DOCUMENTS VISES AU 1° FONT L'OBJET D'UNE INSERTION DANS UNE PUBLICATION LOCALE DIFFUSEE DANS LA COMMUNE.

LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS AYANT INSTITUTE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES ET QUI ASSURENT AU MOINS LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS RETRACENT DANS UN ETAT SPECIAL ANNEXE AUX DOCUMENTS BUDGETAIRES, D'UNE PART, LE PRODUIT PERÇU DE LA TAXE PRECITEE ET LES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS REÇUES POUR LE FINANCEMENT DU SERVICE, LIEES NOTAMMENT AUX VENTES D'ENERGIE OU DE MATERIAUX, AUX SOUTIENS REÇUS DES ECO-ORGANISMES OU AUX AIDES PUBLIQUES, ET D'AUTRE PART, LES DEPENSES, DIRECTES ET INDIRECTES, AFFERENTES A L'EXERCICE DE LA COMPETENCE SUSMENTIONNEE.

LES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE ET LES COMMUNES SIGNATAIRES DE CONTRATS DE VILLE PRESENTENT ANNUELLEMENT UN ETAT, ANNEXE A LEUR BUDGET, RETRAÇANT LES RECETTES ET LES DEPENSES CORRESPONDANT AUX ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DE CES CONTRATS. Y FIGURENT L'ENSEMBLE DES ACTIONS CONDUITES ET DES MOYENS APPORTES PAR LES DIFFERENTES PARTIES AU CONTRAT, NOTAMMENT LES DEPARTEMENTS ET LES REGIONS, EN DISTINGUANT LES MOYENS QUI RELEVANT DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE CEUX QUI RELEVANT DU DROIT COMMUN.

POUR L'ENSEMBLE DES COMMUNES, LES DOCUMENTS BUDGETAIRES SONT ASSORTIS D'ETATS PORTANT SUR LA SITUATION PATRIMONIALE ET FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE AINSI QUE SUR SES DIFFERENTS ENGAGEMENTS.

UNE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE RETRAÇANT LES INFORMATIONS FINANCIERES ESSENTIELLES EST JOINTE AU BUDGET PRIMITIF ET AU COMPTE ADMINISTRATIF AFIN DE PERMETTRE AUX CITOYENS D'EN SAISIR LES ENJEUX.

LA PRESENTATION PREVUE AU PRECEDENT ALINEA AINSI QUE LE RAPPORT ADRESSE AU CONSEIL MUNICIPAL A L'OCCASION DU DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE PREVU A L'ARTICLE L2312-1, LA NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE ANNEXEE AU BUDGET PRIMITIF ET CELLE ANNEXEE AU COMPTE ADMINISTRATIF, CONFORMEMENT A L'ARTICLE L2121-12, SONT MIS EN LIGNE SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMUNE, LORSQU'IL EXISTE, APRES L'ADOPTION PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DES DELIBERATIONS AUXQUELLES ILS SE RAPPORTENT ET DANS DES CONDITIONS PREVUES PAR DECRET EN CONSEIL D'ETAT.

UN DECRET EN CONSEIL D'ETAT FIXE LES CONDITIONS D'APPLICATION DU PRESENT ARTICLE.